



Conférence sociale :

Des changements attendus dès maintenant

Page 4

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

Pour tout renseignement :
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 938

28 juin 2012

prix : 0,70 €

L'urgence :



AUGMENTER LES SALAIRES

L'été de tous les dangers, de tous les possibles...

2

Loire-Atlantique



Après la consultation des communistes, l'adresse du PCF aux français

3

Airbus

Une action gagnante pour l'emploi

5

Lire

Sauvons les causes perdues de Slavoj Zizek

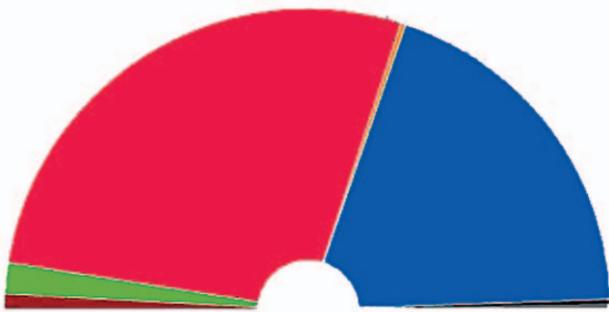
6

Collectivités

« Dès maintenant engageons l'abrogation de la réforme territoriale ! », par Marc Justy, Président de l'ADECRA 44



7



Assemblée Nationale

577 députés ont été élus les 10 et 17 juin dernier. Près de 60% d'entre eux sont des députés sortants et 27% sont des femmes. Encore très largement minoritaires il y a cependant 45% de femmes en plus par rapport à la précédente législature. La nouvelle législature s'est ouverte le 26 juin dernier et c'est désormais Claude Bartolone qui la préside. Le Front de Gauche dans cette nouvelle assemblée dispose désormais de 10 députés

La droite française au régime grec ?

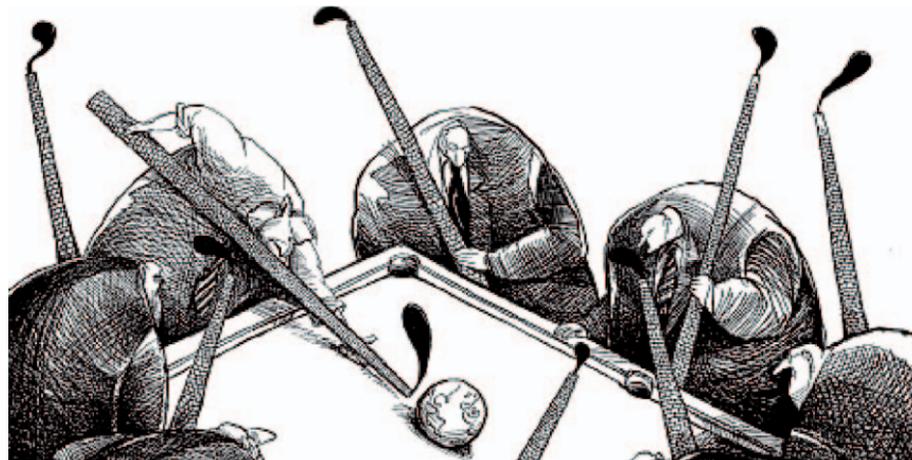
10 milliard d'euros, c'est le cadeau que laisse l'UMP aux français et qui manque pour boucler le budget 2012. Finalement, il n'y a pas que la droite grecque à laisser de beaux cadeaux après son départ du pouvoir, en France, la droite fait de même.

L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Jérôme TURMEAU

Vous tenez entre vos mains le dernier numéro des Nouvelles de Loire-Atlantique avant la rentrée de septembre. Cela m'amène tout d'abord à vous souhaiter de bonnes vacances en famille ou entre amis. De repos nous en aurons tous besoin avant la rentrée. Une rentrée importante en actualité pour les communistes puisque dès les 25 et 26 août, à Grenoble, se dérouleront les rencontres du Front de Gauche puis ensuite, le week-end du 31 août les universités d'été du PCF. L'été ne fera oublier à personne les défis qui attendent le prochain gouvernement, ni même les errances d'un système économique et financier qui fait peser de lourdes contraintes sur les salariés et enferme chaque jour davantage nombre de citoyens dans la précarité. De vacances, il n'en sera pas question pour un grand nombre, il en est même de moins en moins question tant les budgets des familles sont serrés et les menaces sur l'emploi pèsent dans certaines entreprises. Quand ce n'est pas le chômage qui menace c'est aussi les salaires qui eux n'augmentent pas.



L'été de tous les dangers, de tous les possibles

Les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 se sont réunis à Los Cabos au Mexique. L'inquiétude est générale, car la crise s'étend un peu plus à l'ensemble de la planète, depuis ces deux derniers mois. Les pays émergents (les Brics – Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) présentés jusqu'ici comme les nouvelles locomotives de l'économie mondiale, ne sont plus épargnés. Les prévisions de la progression du commerce international pour 2012, ne seraient que de 3,7 contre 5,4 pour 2011. **Ce ralentissement général de la croissance (récession) est accentué par la croissance quasiment nulle de la zone euro (dépression).** Pour faire face à cette nouvelle dégradation de la conjoncture, le FMI vient d'augmenter ses capacités de prêts de 360 milliards d'euros en prévision des « aides » nécessaires. Aussi, l'invocation de plus de croissance demandée par le président français est largement reprise désormais par tous. Mais l'ambiguïté demeure sur son contenu et les moyens de l'atteindre, les libéraux et la social-démocratie jurant de sa compatibilité avec l'austérité! Alors relance ou rigueur? **Le sommet européen de cette fin de semaine (28 et 29 juin) est révélateur de ces contradictions et des conflits inter-étatiques.** Mme Merkel n'a pas oublié l'objectif pris par le G20 en 2010 de diviser par deux les déficits budgétaires en trois ans. Pourquoi se donner des délais si courts en période de crise?! Elle entend bien imposer à ses partenaires le modèle du capitalisme allemand avec sa baisse des coûts du travail et sa « règle d'or » dans un nouveau traité perpétuant l'austérité. Au-delà d'un déficit supérieur à 0,5 % les sanctions seraient automatiques. Pourquoi imposer du super-Maastricht en pleine dépression économique? Pourquoi sanctionner ceux qui sont déjà en

difficulté? D'autant que le bilan des dix dernières années de cette politique européenne est catastrophique. Huit économies de l'U.E sont actuellement en dépression dont sept de la zone euro. L'Allemagne elle-même affronte à son tour un vol de chômage et un record de précarité. **Les uns après les autres les pays sont contraints d'appeler au secours : le Portugal, l'Irlande, la Grèce... hier l'Espagne pour sauver son système bancaire.** L'exemple Grec illustre les contradictions entre « la purge » infligée dans la douleur au peuple et l'étranglement qu'elle provoque sur des comptes publics, que l'on prétend assainir. **Le dernier gouvernement va continuer d'alimenter les incertitudes et ne constitue qu'un répit, qui ne résout rien.** Les forces réactionnaires européennes ne voient qu'une solution pour imposer leur dictat aux peuples européens et briser leur exigence de démocratie et de souveraineté : passer à une étape supérieure d'intégration fédérale. L'idée de placer les banques nationales directement sous le contrôle de la BCE, ou d'une institution fédérale échappant au contrôle des Etats en constitue le projet. Mme Parisot (Medef) appelle de ses vœux un « pas de géant européen » vers une « plus grande intégration ». **La fuite en avant continue, plus loin que les traités de 1992 ou 2005.** La bataille des peuples européens contre ces projets les privant de leur libre détermination et leur infligeant un recul sans précédent de leur modèle social ne fait que commencer. **Fort de notre programme partagé et de ses objectifs, les communistes au sein du front de gauche mèneront la lutte pour que toute la gauche gagne et témoigneront de leur solidarité avec tous les peuples européens en lutte!**

Faire gagner la gauche pour répondre aux attentes sociales qui se font jour depuis tant de temps.

Sans présager de ce que sera ou non la rentrée sociale, sans écrire à l'avance ce qui pourrait se jouer tant les attentes sont fortes, le Parti Communiste Français avec le Front de Gauche, doit faire en sorte que dès la rentrée se retrouvent l'ensemble des forces, politiques, associatives, syndicales, et que les citoyens qui le désire puissent travailler à faire gagner la gauche pour répondre aux attentes sociales qui se font jour depuis tant de temps.

Bien entendu, après les rencontres du Front de Gauche et l'université d'été du PCF, la fête de l'Humanité des 14, 15 et 16 septembre sera le premier temps fort de la rentrée sociale et politique. Je vous invite d'ailleurs tous à nous y rejoindre sur le stand de Loire-Atlantique.

Souhaitons-nous avant les vacances que cette future rentrée soit forte en exigences, non seulement pour porter les progrès de demain, mais plus encore pour faire en sorte qu'avec nous tous ils deviennent effectifs.

Oui les projets que nous avons portés depuis le début de la période électorale méritent de l'être encore, et nos députés auront besoin de nous pour les porter à l'Assemblée.

De vous à moi

Le 19 juin dernier David Cameron, Premier Ministre anglais, déclarait qu'il déroulerait le tapis rouge aux entreprises françaises souhaitant s'installer en Grande-Bretagne. Il mettait ainsi en cause un taux d'imposition français jugé exorbitant outre manche. Cameron indiquera plus tard qu'il plaisantait à moitié en faisant cette déclaration. Sauf qu'il ne s'agissait pas d'une plaisanterie, même à moitié. En surfant sur le net et sur des sites on ne peut plus sérieux on pouvait trouver quelques jours après cette déclaration cette publicité du UK Trade and Investment (voir ci-contre), agence gouvernementale britannique qui dépend du parlement et du ministère des affaires étrangères! Les libéraux sont prêt à tout!

clarifier

Partager sur Facebook, Twitter, LinkedIn

affaires étrangères, rendre l'UEP

d'une majorité absolue on de cette poussée de



En bref

L'appétit aiguisé la bêtise

Monsieur Glavany semblait avoir très envi du perchoir et comme à l'accoutumée, dès qu'une femme est en lice, la misogynie n'est jamais loin. Pour l'ancien ministre, un bon président à l'Assemblée, cela « ne se mesure pas à la longueur des cheveux ou de la jupe »! Et qui gardera les enfants ???

Indépendant ?

Jean-Louis Borloo se retrouve à la tête d'un nouveau groupe à l'Assemblée Nationale : l'Union des démocrates et Indépendants (UDI) qui rassemble des indépendants (de qui de quoi?), des centristes, des radicaux valoisians. Ce groupe se veut donc indépendant, on s'oppose de l'UMP. Etonnant pour un Jean-Louis Borloo Sarko-dépendant depuis 5 ans

Loosers



Si l'on devait décerner un grand prix des loosers 2012, sans doute serait-il attribué à Ségolène Royal et à François Bayrou! Tout deux se sont pris de méchantes vestes aux élections législatives et dans leurs ambitions présidentielles : ça sent la traversée du désert.

Malhonnête

C'est le 11 octobre que Marine Le Pen devra comparaître pour le faux tract qu'elle assume et qui a été distribué à hénin-beaumont, pastichant des propos de Jean-Luc Mélenchon. De nature à invalider le premier tour? Réponse en octobre

Moyen-âge

Selon un rapport des Etats-Unis 27 millions de personnes seraient réduites à l'Etat d'esclave dans le Monde. Un chiffre qui rejoint peu ou prou celui publié par l'OIT en juin dernier selon lequel près de 20 millions de personnes sont en situation de travail forcé dont près d'un quart ont moins de 18 ans.



L'INSEE publie deux études régionales sur les effets de la crise financière et économique de 2009, la plus importante depuis la seconde guerre mondiale. Dans la région, certaines zones ont plus souffert que d'autres. Les secteurs de Châteaubriant et Redon ont enregistré une baisse de leur niveau de vie. La population y est plus touchée par des contrats courts de type CDD ou missions d'intérim, qui ont beaucoup augmenté en 2009. Ces territoires ruraux qui étaient déjà parmi les plus défavorisés ont ainsi subi la crise plus sévèrement que les autres. **Depuis novembre, on est entré dans une deuxième crise...** Les entreprises arrêtent d'embaucher des intérimaires avant de licencier.

En Loire-Atlantique

Après la consultation, les communistes s'adressent aux français

Du 18 au 20 juin dernier les communistes ont réfléchi aux grandes étapes qui les attendent après les périodes des élections présidentielles et législatives.

Trois grands thèmes ont été débattus :

- **La mobilisation pour faire gagner la gauche et rendre le changement effectif**
- **La participation dans le gouvernement** Ayrault
- **La démarche du Front de Gauche**

Dans notre département les débats se sont tenus le 18 juin en assemblées générales. Des débats dans lesquels les communistes ont principalement discuté de la dernière période électorale (en analysant les résultats dans leur circonscription), de la participation au gouvernement et de l'avenir du Front de Gauche et la place du PCF dans celui-ci.

Bien entendu, un peu partout dans le département, les camarades déplorent à la fin d'une période électorale dynamique, où des liens nouveaux se sont créés, que nous perdions des sièges à l'Assemblée Nationale. Une perte conséquente et une nécessité dans les mois à venir de bien analyser cette dernière période électorale.

Un autre point important sur lequel les participants aux AG se sont exprimés : Notre participation au gouvernement. Il a été largement reconnu que dans la période actuelle, au vu du nombre de nos députés, d'un premier ministre et d'un président qui ne veulent transiger sur leur programme, il nous était impossible de participer à ce gouvernement. Cependant, dans les AG nombre de communistes ont salué l'ouverture proposée et le fait que nous nous engageons à prendre nos responsabilités et à tout faire pour que le nouveau parlement et le nouveau gouvernement prennent en compte les attentes populaires. Sur le Front de Gauche, une même majorité s'est prononcée pour continuer cette construction qui nous a permis d'élargir notre audience, en veillant toutefois à ne pas perdre l'identité communiste et en ne faisant pas de cette construction une force isolée à gauche, mais bien au cœur de la gauche.

Après l'ensemble de nos discussions départementales six de nos camarades (Aymeric Seassau, Mireille Pernot, Michel Rica, Sandrine Fleurimont, Véronique Mahé, Robin Salecroix) se sont rendu salle de la mutualité à Paris pour la conférence nationale réunie à l'issue de la consultation des communistes.

Législatives 2012 : un groupe Front de Gauche

Les dernières élections législatives dans un contexte d'abstention record auront vu le parti socialiste faire à nouveau le plein de voix et donc de députés. La Loire-Atlantique n'aura pas échappé à la vague rose puisque nous comptons désormais 8 députés socialistes (Jean-Marc Ayrault (3e), Dominique Raimbourg (4e), Marie-Odile Bouillé (8e), Monique Rabin (9e), Sophie Errante (10e), Marie-Françoise Clergeau (2e), Michel Ménard (5e), Yves Daniel (6e)), un vert (François de Rugy (1e)) pour seulement un seul UMP (Christophe Priou (7e)). Une vague alimentée par les inclinaisons de l'UMP Philippe Boënnec (9e) à s'acoquiner avec l'extrême droite. Une posture qui dans le département aura pesé sur les derniers candidats de droite en lice. Même l'indéboulonnable Michel Hunault sur la 6e circonscription ainsi que la circonscription du vignoble basculent à gauche.

Nationalement, outre l'abstention, c'est aussi l'entrée de trois députés d'extrême droite à l'assemblée nationale qui marque cette dernière élection.

Pour le Parti Communiste Français et le Front de Gauche, après les élections présidentielles et les bons scores réalisés : 4 millions de voix et plus de 11%, l'attente était de rester sur une même dynamique pour les élections législatives. Or, **seulement 10 députés du Front de Gauche auront été élus.** Mais, ce sont aussi plus de 30% des électeurs de Front de Gauche au premier tour de la présidentielle qui ne reviennent pas vers cette force pour les élections législatives. Si le nombre de députés communistes et du Front de Gauche est en baisse il reste cependant à ses futurs élus à travailler pour faire en sorte que les aspirations populaires soient réellement prises en compte et de ce point de vue la constitution d'un groupe aidera.



Une consultation nationale à laquelle auront participé 27028 adhérents du PCF qui ont largement approuvé la résolution du Conseil National (93,44%). De cette conférence nationale est né un appel au peuple de France. Cet appel met en exergue la contribution du parti communiste et du Front de Gauche à la victoire de la gauche et à la défaite du réactionnaire N. Sarkozy. Un appel qui redonne les propositions du PCF et du FdG pour sortir de la crise (affronter les logiques financières, sortir de la domination des marchés...) et qui explicite les raisons pour lesquelles le PCF, parti de gouvernement, **ne participera pas au gouvernement Ayrault mais entend bien rester disponible et ce dans un esprit constructif afin de contribuer à développer les rapports de force nécessaires** pour faire adopter les mesures qui permettront de changer la donne. Dans ce sens, la conférence nationale appelle également à élargir le Front de gauche et invite les citoyens de notre pays à rejoindre le parti communiste français afin de développer ce Front et de porter « l'ambition pour la gauche et pour notre pays ».

Le résultat du vote en Loire-Atlantique

Votants : 311
 Exprimés : 310
 Nuls/blancs : 1

Oui à la résolution du Conseil national : 233 voix soit 75,16%

Non à la résolution du Conseil national : 53 voix soit 17,09%

Abstention : 24 voix soit 7,74%

Vos 10 députés du Front de Gauche



François Asensi, Alain Bocquet, Marie-Gorges Buffet, Jean-Jacques Candelier, Patrice Carvalho, Gaby Charroux, André Chassigne, Marc Dolez, Jacqueline Fraysse, Nicolas Sansu

Vite lu vite dit

Tendances économiques et sociales

Les hausses de l'essence ont profité en 2011 aux transports collectifs du département (bus, tram) qui progressent de 4,1%. Après deux ans de baisse le TGV se redresse (+0,9%). L'aéroport de Nantes a battu un nouveau record avec 3,2 millions de passagers.

STX laisse filer deux navires.

Deux navires commandés par CMA-CGM pour l'armée ne seraient pas construits à St Nazaire, mais en Corée du Sud. A l'appel d'offres en 2009 la direction du chantier n'aurait pas donné suite à la demande de l'armateur.

Aujourd'hui les salariés connaissent du chômage technique.

Le gouvernement PS doit intervenir.

Nantes ton patrimoine fou le camp !

Le Radison Blu Hôtel ouvrira ses portes en novembre dans l'ancien palais de justice.

Positionné quatre étoiles avec 142 chambres (60 à 70% de clientèle individuelle, 30% pour les séminaires)



Soixante-dix personnes y travailleront. En lieu culturel public ça pouvait aussi le faire...

Les requins de la finance internationale...

rodent à La Baule où s'est tenu la 10e édition de La World investment conférence Europe (WIC).

Sur fond de crise de la dette et d'incertitude financière, il s'agit de trouver les activités qui vont rapporter gros malgré tout. Parmi les personnalités présentes...au hasard Balthazar : Jean-Pierre Raffarin !

Les dents longues ...de Rugy rugit !

Parpaillon maire d'Orvault dit de lui « son culot ne lui porte pas préjudice ».

Toujours prêt à entrer au gouvernement et ce jusqu'au dernier remaniement. Candidat à la présidence du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, «Il est ambitieux, il a une trajectoire, il ne cache pas sa volonté de carrière nationale » confirme J-P Magnen.

Son opposition à l'aéroport et son combat pour le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne n'ont pas empêché un tandem avec un socialiste nantais en désaccord sur ces sujets : « il a un grand sens tactique »...



Les priorités des Français face au nouvel exécutif : chômage (43%) dette publique (27%), inégalités sociales (23%), pouvoir d'achat (24%), système de santé (18%), l'Europe de demain (17%), réforme de l'éducation (16%)... (Source : ViaVoice/Libération)

« Je crois en la démocratie sociale. De nouveaux espaces de négociation seront ouverts aux partenaires sociaux que je respecterai. » François Hollande, président de la République.



... et maintenant changer vraiment ! 4

Place à l'emploi

Les 18 et 19 juin, la place des Lauriers devenait la « place à l'emploi », c'était le job dating, le rendez-vous de la rencontre des entreprises avec les demandeurs d'emploi organisé par le Pôle emploi Jean Moulin, la maison de l'emploi de la métropole nantaise. L'an passé, 1370 personnes étaient venues, 800 rencontres organisées, suivies de 120 recrutements.

Témoignage

31 entreprises vous proposent plus de 130 postes. C'est un Job Dating*.

Deux postes à la CPAM, et nous sommes des dizaines à attendre un entretien de quelques minutes. Après 3 heures d'attente sous le soleil, debout, on nous dit : "Pause déjeuner, revenez à 13h15"

J'en ai marre, je ne dépose que mon CV pour avoir ensuite la chance de voir Nantes Habitat et la Nantaise d'Habitation. A 12h30, je suis dans la file d'attente pour Nantes Habitat. Dans ces files d'attente, il faut garder sa motivation pour les entretiens. A 16h, je passe enfin un entretien rapide avec une personne de Nantes Habitat et à 16h30, je rencontre une personne de la Nantaise d'Habitation.

La priorité était donnée aux gens des quartiers difficiles, mais en discutant autour de moi, je constate que les gens viennent de tous les alentours de Nantes, et même de Châteaubriant. **Difficile de ne pas se décourager tout au long de la journée avec la fatigue, la chaleur et tout ce monde, mais entre demandeurs d'emploi, on se soutient et on discute. Une recherche d'emploi est vraiment un travail au long cours.** Et dans ce Job Dating, j'ai vraiment eu l'impression d'être dans une foire aux bestiaux !

Isabelle PERRIN

*Job Dating : organisée par le pôle emploi, c'est une formule de recrutement récente. Ces entretiens d'embauche limités à 7-10 minutes favorisent les rencontres. Ce modèle de rendez-vous offre aux recruteurs la possibilité de passer un maximum d'entretiens dans un minimum de temps. Pour les candidats, c'est l'occasion de retrouver plusieurs recruteurs dans la même journée sans suivre le schéma classique CV et lettre de motivation.

3,5 millions de chômeurs ont tenté leur chance



Conférence sociale des 9 et 10 juillet 2012 : des mesures immédiates sont attendues !

7 chantiers ouverts pour une autre répartition des richesses

- **L'emploi**, et tout particulièrement la priorité de l'emploi des jeunes ;
- **Le développement et l'acquisition des compétences** et les questions de formation professionnelle, initiale et tout au long de la vie, avec le compte individuel de formation et les évolutions nécessaires, dans ce domaine-là ;
- Les systèmes de rémunération et le pouvoir d'achat ;
- **Le redressement de l'appareil productif national ;**
- **L'égalité professionnelle entre hommes et femmes ;**
- **L'avenir des retraites et le financement de la protection sociale et de la solidarité ;**



- **L'Etat, les puissances publiques, les collectivités, les services publics et la fonction publique, élément de modernisation et du redressement de notre pays.**

Le début d'un processus

À l'issue de la conférence de méthode, Michel Sapin, ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social a souligné « l'aspect très constructif de la démarche » et la discussion du 5 juin a permis « d'enrichir un certain nombre » des thèmes qui ont été fixés pour les discussions des 9 et 10 juillet prochains.

« La CGT se félicite de la tenue en juillet d'une conférence sociale organisée par le gouvernement. **Après des années de politique régressive dans le domaine de l'emploi et du pouvoir d'achat, des services publics, d'atteintes aux libertés syndicales, les attentes des salariés sont grandes.** La CGT aborde cette étape du dialogue social avec pour chacun des sept thèmes retenus par le gouvernement Ayraut, une série de propositions. Elle aura la même démarche en ce qui concerne les thématiques qui n'ont pas été retenues pour la conférence qui se déroulera les 9 et 10 juillet prochains dans l'enceinte du Conseil Economique, Social et Environnemental... »

Pour la croissance et la justice sociale

Arcelor Mittal : « ma cagnotte, ma cagnotte ! »

C'est au quotidien que les médias diffusent des plans de restructuration, de chômage partiel, de liquidation d'entreprises... Aucun secteur n'est épargné : métallurgie, textile, transports, distribution. Sur le fond, la cause est commune : la recherche du profit maximum.

Le géant de l'acier, Arcelor Mittal est parfaitement dans cette logique et ceci bien que le dossier liquidateur soit encore sous le coude pour ne pas jouer « les troubles fêtes » à la veille des jeux olympiques dont il est sponsor.

Les organisations syndicales, dans l'unité d'action, ont conscience des menaces liées à la course au profit.

Ils font la preuve, appuyés par des cabinets d'experts, que la demande d'acier est suffisante pour le redémarrage immédiat de la production et plus particulièrement de sites comme Florange. Interpellant les dirigeants européens et la présidence de la République Française, les organisations de salariés ont obtenu des engagements pour le lancement d'expertises notamment de la part du



ministre du « redressement productif ». **Quelques soient les réponses promises en juillet, la question de la prise de capital public est posée compte tenu de la reconnaissance de l'utilité stratégique de la filière pour l'industrie française et pour l'Europe.**

Cette autorité permettrait non seulement le contrôle démocratique financier, des investissements, des marchés mais contribuerait aussi à redéfinir des filières industrielles prioritaires et des objectifs sociaux et environnementaux.

Il n'y a pas de progrès humain quand seules les activités offrant une rentabilité suffisante au capital se développent. Michel LUCAS

La jeunesse : la priorité !

La conférence sociale des 9 et 10 juillet 2012 se déroulera après des années de politique régressive dans le domaine de l'emploi et du pouvoir d'achat, des services publics et d'atteintes aux libertés syndicales. Les attentes des français et des jeunes en particulier sont donc grandes. **La jeunesse de France est en première ligne dans cette crise historique du capitalisme.** Avec un taux de chômage culminant toujours au dessus des 20 % et des difficultés à étudier, se loger les jeunes ne peuvent se satisfaire de mesures à la marge du type contrat de génération, qui ne fait rappeler le qu'exonérer de cotisations sociales toujours un peu plus les entreprises embauchant des jeunes. Au contraire il est temps d'engager des réformes immédiates d'urgence mais également structurelles mettant un terme à cet état de fait : alors qu'à chaque période de la vie correspond un système de droits et de revenus avant 25 ans, si on ne travaille pas ou si on n'est pas aidé par sa famille, on est sans droit.

En ce sens, les jeunes communistes réclament donc un véritable statut de la jeunesse, rendant effectif le droit au travail, aux études, aux loisirs ... Nous réclamons donc entres autres mesures l'application d'une pénalité financière aux entreprises qui ont fait de l'emploi précaire leur modèle économique, la nationalisation des logements étudiants et FJT, la suppression des franchises médicales, l'encadrement des stages et leur rémunération.

Robin Salecroix, secrétaire fédéral JC 44



Dès le lendemain du 1er tour des législatives, l'UMP tentait de masquer ses appels du pied au FN en diabolisant le Front de Gauche. Cette comparaison répétée entre deux "extrêmes" est un fort mauvais coup à la démocratie. Elle met sur le même plan une force républicaine qui puise ses idéaux dans les combats de la résistance face au nazisme, le Conseil national de la Résistance, les grandes conquêtes sociales avec un parti d'extrême droite raciste et xénophobe. Faut-il rappeler qu'aux bals autrichiens des néo nazis, c'est bien Marion Le Pen qui y danse ? **Les dirigeants de l'Ump, eux, se battent pour savoir qui sera danseur étoile au bal des hypocrites !**

En mars, le candidat Hollande écrivait à Romeurope sur la situation faite aux Roms migrants en France : «ma préoccupation est aussi la vôtre ... Je souhaite que, lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées... une politique publique d'accompagnement vers le droit commun dans tous les domaines est nécessaire». Depuis l'élection présidentielle, 7 terrains (1 à St-Herblain, 3 à Orvault, 1 à Nantes, 1 à Ligné, 1 à Bouguenais) ont été démantelés, sans aucune solution alternative. Romeurope de l'agglomération nantaise demande à rencontrer toutes les instances : Préfecture, Conseil Régional, Conseil Général, Nantes Métropole, pour que cette politique cohérente et concertée, appelée de ses vœux par le candidat devenu président, soit mise en place !

Le social au cœur

5

Airbus : action pour l'emploi gagnante



Le 12 juin, la CGT Sud Loire et Airbus (Yves ARDIL, Sarah LECOMTE, Yves DEVEDEC) organisaient une conférence de presse sur l'emploi dans l'aéronautique et les pratiques de recours systématique à l'emploi précaire. Ce secteur d'activité se trouve en plein essor, avec un plan de charge sur 7 ans. Malgré cette visibilité sur l'avenir que peuvent envier beaucoup d'entreprises, EADS choisit la sous-traitance et l'intérim plutôt que l'embauche d'effectifs d'AIRBUS. 350 intérimaires, et 5 à 700 emplois dans la sous-traitance sur site servent ainsi de variable d'ajustement au groupe EADS, sans compter la sous-traitance extérieure. Remarquons qu'il est très difficile de savoir ce qui se passe chez les sous-traitants, puisque le syndicat n'a pas accès aux contrats commerciaux passés entre Airbus et ces entreprises...

Comme déjà en 2004, la Cgt a engagé la bataille contre le recours abusif au travail précaire, et pour le respect des règles régissant ce type de travail. Elle a localisé précisément les postes de travail occupés par les intérimaires, relevé tous les mois les entrées et sorties sur le Registre Unique du Personnel, vérifié tous les contrats commerciaux des intérimaires et les raisons du recours à ce type d'emploi. Ces investigations ont permis de constater que pour masquer le recours abusif aux précaires, la Direction fait tourner «Airbusiens» et intérimaires sur un même poste, et que certaines règles s'appliquant aux intérimaires ne sont pas respectées : délais de carences, travail effectué sur les postes qui ne correspondent pas avec l'intitulé du contrat, et pour couronner le tout, **plusieurs d'entre eux forment les nouveaux intérimaires qui les remplaceront !**

Cette action menée par la Cgt qui a également contacté l'inspection du travail, a fini par payer. Après plusieurs réunions Cgt/Direction où les noms de tous les intérimaires arrivant en fin de contrat sont remontés à la direction, plusieurs d'entre eux ont pu être embauchés, et la Direction Générale a finalement **autorisé le site de Nantes à augmenter de 100 personnes** le plan initial d'embauches. Ces recrutements supplémentaires devraient également permettre de promouvoir en interne des changements de filières vers les métiers supports. La Cgt Airbus ne lâche rien et continue son combat contre la précarité.

La direction d'Airbus martelait qu'il n'y aurait jamais plus de 2000 « statutaires », quel que soit le plan de charge, **ils seront 2200 fin 2012. L'opiniâtreté paie ! Cela doit encourager les salariés et syndicats des autres entreprises à se mobiliser.**

RIO ... VAIN



En amont du Sommet de la Terre « Rio + 20 », les syndicats de salariés étaient réunis pour la 2nde Assemblée Syndicale sur le Travail et

l'Environnement, à Rio également, du 11 au 13 juin. Organisée par Sustainlabour, la CSI et la CSA (Confédérations syndicales Internationales et des travailleurs d'Amérique), elle a rassemblé 396 délégués représentant 66 organisations de 56 pays. Une résolution commune appelle les gouvernements à « prendre des mesures concrètes se traduisant en des accords contraignants et visant à l'éradication de la pauvreté, au respect des garanties sociales et syndicales et à la protection de l'environnement ». Ce texte dénonce le modèle actuel de production et de consommation, guidé par le profit, et source d'inégalités sociales et de dégradation de l'environnement. Il alerte sur les impacts de la dégradation actuelle et future de l'environnement sur les travailleurs, en particulier les plus pauvres, et se déclare extrêmement inquiet des impacts de la crise alimentaire et climatique, la pollution des 24 mers et océans et de la terre, la perte accélérée de la biodiversité. Cela, alors qu'il y a nécessité de garantir le droit à tous les habitants de la planète aux ressources et services essentiels, en tenant compte des limites des ressources de la planète. Reçus le 19 juin par la Ministre française du Développement durable, Nicole BRICQ, Csi, Ces, Cgt, Cfdt et Fsu ont souligné l'importance de cette résolution, et l'attente d'un rôle moteur de la France sur ces sujets. La Ministre a exprimé la volonté de la France de jouer ce rôle, mais qu'il était peu vraisemblable, vu les rapports de force existants et les jeux politiques, d'arriver à faire bouger le texte en faveur d'engagements et d'actions concrètes. La suite a prouvé qu'elle ne se trompait pas...

G20 ou Pré-Sommet européen ?

La croissance a été le maître-mot retenu par les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 réunis les 19 et 20 juin au Mexique. «Nous nous engageons à adopter les mesures nécessaires pour renforcer la demande, soutenir la croissance mondiale et restaurer la confiance», affirmait ces pays riches et émergents dans la déclaration commune publiée à l'issue du sommet. «Une croissance forte, durable et équilibrée reste la priorité numéro un du G20, car elle engendre une création d'emplois plus importante et accroît le bien-être des peuples dans le monde entier». François Hollande s'est félicité de ces conclusions : «Tout n'est pas parfait» et on est «parfois loin du compte, mais sur la croissance, le commerce, la volonté politique (...) en matière d'emploi», il y a eu «des avancées». La conjoncture s'est nettement dégradée ces deux derniers mois pour l'économie de la planète. Et la dégradation continue de la santé de l'économie européenne depuis fin 2009 a été de nouveau le sujet récurrent. Selon le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy «Cela a été une réunion très constructive. L'Europe s'est montrée très unie». «Les marchés attendent de nous que nous coopérons plus étroitement», a souligné la chancelière allemande Angela Merkel. Elle a «insisté sur le fait que nous avons besoin de plus d'Europe, et d'une coopération plus profonde» devant le G20. La déclaration finale recommande à l'Europe «d'envisager des mesures concrètes vers une architecture financière plus **intégrée, englobant la supervision, la résolution des défaillances et la recapitalisation des banques**, ainsi que la garantie des dépôts».



Pas vraiment une aide pour renégocier en profondeur le Traité Sarkozy/Merkel !

En bref

Chasse aux pauvres finie ?

Bernard Boucault, le tout nouveau préfet de police de Paris, a annoncé le 20 juin, qu'il ne reconduirait pas, pour le moment, les arrêtés anti mendicité dans la capitale. Selon la préfecture, ces arrêtés, qui visaient essentiellement les Rom, ont sur le moment, fait diminuer « les nuisances et délits associés à certaines formes de mendicité ». Mais ils ont très vite trouvé leur limite. Cela prouve bien que ce n'est pas aux pauvres qu'il faut faire la chasse, mais à la pauvreté !

Turquie : Oui à l'IVG, Non au crimes étatiques !

L'avortement est légal depuis 1983 en Turquie jusqu'à 10 semaines de grossesse. Ce qui déplaît fortement au premier ministre AKP («islamiste modéré») Erdogan. Il a récemment comparé l'avortement à un «Uludere», faisant ainsi référence à un bombardement opéré en décembre 2011 par l'aviation turque tuant 34 personnes du village d'Uludere (sud est) qu'elle prenait pour des militants du PKK. Bref, l'avortement serait un meurtre. Remarquons que ce même ministre ne répond toujours pas des « disparus » politiques. Car si la peine de mort est abolie depuis 2006, les assassinats politiques en prison, et dans les commissariats (171 décès) s'ajoutent aux 17 000 « disparus », tous Kurdes ou opposants politiques. A NANTES, un rassemblement soutient les mères de disparus **tous les 1er samedi du mois, Place Royale.**



Gaz : fort danger d'explosion

Un rapport du Conseil d'Etat estime que « la gestion des tarifs réglementés du gaz devrait être annulée »... Un avis, s'il était suivi, qui pourrait faire grimper rétroactivement les prix de 10 % environ pour les particuliers. Alors que selon l'Insee, 3,8 millions de ménages souffrent de précarité énergétique. Et si le gouvernement Ayrault valide l'application de la formule du "contrat de service public" conçu par la droite, le gaz augmentera de 5% au 1er juillet ! Selon Eric Buttazoni, délégué syndical central CGT chez EDF Suez "pour connaître la vérité sur les prix, la première mesure que doit prendre le gouvernement, c'est de commander un audit sur les coûts d'approvisionnement en y associant les syndicats, les associations de consommateurs et les élus".

Pour le repartage des richesses, l'Union locale CGT de la Basse-Loire a conçu une "modeste" exposition réalisée par le CHT (Centre d'Histoire du Travail) de Nantes. C'est son journal, la Tribune de la Basse-Loire, qui, « dans son rôle d'information et d'éducation populaire, souhaite contribuer au travers de cette exposition, à apporter des éléments de réflexions à toutes celles et à tous ceux qui veulent comprendre une autre manière d'appréhender une situation qui ne relèverait que des "spécialistes" ». Résultat : cinq panneaux, richement illustrés (photos, affiches, tableaux...), sur finance et politique, économie, argent, repartage des richesses, fiscalité, santé... De quoi, en effet, apprendre et réfléchir. L'expo tourne actuellement dans quelques-unes des onze communes de la Basse-Loire. Légende de la photo : occupation de la Compagnie française d'électro-mécanique, Couëron, printemps 1987 (archives CHT, UD CGT 44)



Légende de la photo : occupation de la Compagnie Française d'électro-mécanique. Couëron, printemps 1987 (archives CHT, UDCGT 44)

Culture, idées

Lire

L'aliénation contemporaine par "la privation de monde"

PROBLÈMES & CONTROVERSES

Franck Fischbach
La privation de monde
Temps, espace et capital



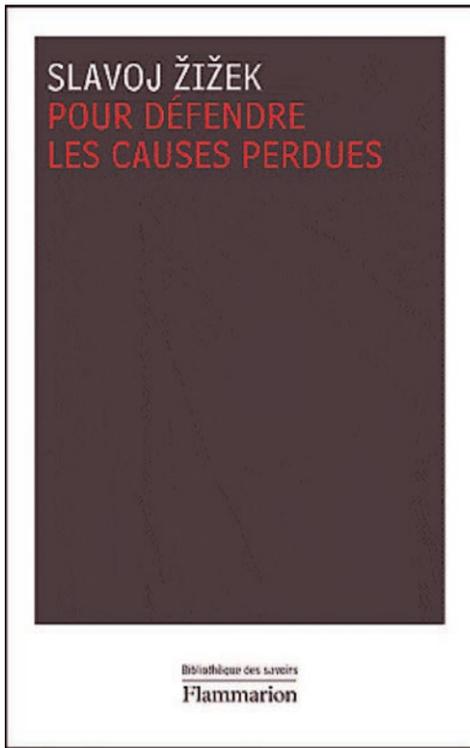
LIBRAIRIE PHILOSOPHIQUE J. VRIN

À la source de ce livre il y a la conviction de son auteur que certaines des évolutions les plus négatives des sociétés contemporaines confèrent une actualité nouvelle au concept d'aliénation comprise

comme "privation de monde". Son hypothèse initiale est que « les mécanismes aujourd'hui les plus directement et efficacement aliénants, loin de mettre en danger la subjectivité des sujets, sont au contraire les mécanismes qui la renforcent et la développent dans des proportions inattendues, exceptionnelles et inédites ». Aussi, « notre problème aujourd'hui n'est pas que le sujet soit nié, mais qu'au contraire il soit amené à devoir s'affirmer dans des proportions extravagantes ». Plusieurs dimensions de la privation sont cependant analysées, notamment la production d'un sujet hors du monde, l'expérience temporelle d'un présent éternel, l'épuisement de l'historicité et l'accélération frénétique. « La privation de monde, c'est d'abord la production d'un sujet hors du monde [avec] pour conséquence de faire du monde une réalité objective essentiellement étendue dans l'espace, subsistant comme telle dans un monde ramené et réduit au présent, ou consistant en une succession de maintenant. Mais cet immobilisme s'équilibre apparemment d'une accélération constante des vitesses ». Pour l'auteur, « les caractéristiques prises aujourd'hui sous nos yeux par le capitalisme au stade actuel de sa mondialisation néolibérale semblent bien confirmer le diagnostic de Marx ; d'une part, en effet, jamais l'emprise de la spatialisation n'a été aussi forte et, avec elle, la contrainte généralisée d'un éternel présent, la totale synchronisation d'un espace planétaire dont tous les points sont immédiatement contemporains les uns des autres, jamais donc la destruction du temps par l'espace n'a été aussi prégnante ». Plus que jamais ce serait donc, selon lui, d'une transformation du travail que dépendrait la possibilité d'un advenir historique de l'être de l'homme dans le monde. Pour commencer, « dans et par la théorie, il faut d'opposer à toutes les formes de discours et à tous les procédés qui aboutissent à produire et engendrer une invisibilisation du travail », pour prendre « systématiquement le contre-pied en posant fermement qu'il n'y a pas d'autre mode d'advenue de l'existence humaine dans le monde que dans et par le travail, et que c'est par le travail que les hommes temporalisent leur existence individuelle et historicisent leur existence collective ». Franck Fischbach, **La privation de monde, temps, espace et capital**, Librairie Philosophique J.Vrin, 2011, 144 p., 16 €.

Sauver les "causes perdues" par Slavoj Žižek

Pour le philosophe Slavoj Žižek les idées vraies sont éternelles. Or les menaces écologiques, économiques et cybernétiques qui pèsent aujourd'hui sur nous font surgir la chance unique de réaffirmer quelques enseignements qu'on prétendait engloutis dans le bain de sang de l'histoire. Et ce qui aurait dû être mort et enterré, ce qui a été discrédité de fond en comble, opère sous nos yeux un retour en force. Dans le préambule de cette nouvelle édition en Français, l'auteur souligne cependant que « long est le chemin qui reste à parcourir, et nous allons bientôt devoir affronter les questions véritablement épineuses, portant non sur ce dont nous ne voulons pas, mais sur ce que nous voulons réellement. Quelle forme d'organisation sociale peut remplacer le capitalisme actuellement existant ? De quel nouveau type de dirigeants avons-nous besoin ? Et quels organes, y compris ceux de contrôle et de répression, seront nécessaires ? Il est clair que les alternatives du XXème siècle n'ont pas fonctionné. Même s'il est exaltant de connaître les plaisirs de l' "organisation horizontale", de s'immerger dans les foules protestataires, foyers de solidarité égalitaire et de débats bouillonnants, ces derniers devront non seulement fusionner autour de quelques signifiants - maîtres, mais aussi fournir des réponses concrètes à la vieille question léniniste "Que faire ?" »



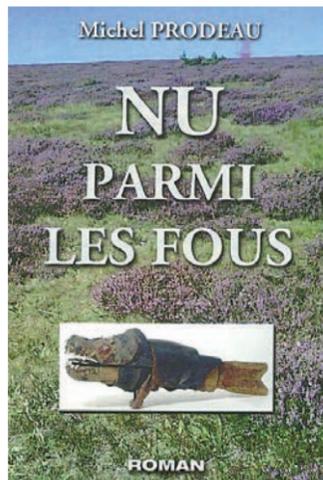
Il se livre dans cet objectif à un vibrant plaidoyer en faveur d'"intellectuels radicaux", des penseurs que la "police philosophique" a un peu trop vite jugés antidémocrates. Successivement : Platon et son "roi philosophe" ; Nietzsche et sa "volonté de puissance" ; Heidegger tenté par le national-socialisme ; et Foucault enthousiasmé par la révolution iranienne. A travers eux, Žižek renverse les perspectives : il dissèque leurs dérives, "sur le fil du rasoir", comme autant de "bons pas dans la mauvaise direction", avec l'objectif de nous rappeler, sous un jour nouveau, tout le "potentiel émancipateur des échecs passés". Avec ce nouvel ouvrage combatif, d'une profusion foisonnante difficile à résumer, Žižek cherche le noyau de vérité des causes

prétendument perdues et délivre un véritable acte de foi. Il trace des voies politiques concrètes, celle d'une "version réinventée de la dictature du prolétariat" fondée sur le volontarisme, d'une justice strictement égalitaire et de la confiance retrouvée dans le peuple. Celle de ces "causes perdues" qui l'intéresse le plus est bien celle du communisme. Avec cette conclusion : « De nos jours, le communisme ne désigne pas tant une solution qu'un problème ; la problématique des communs dans toutes ses dimensions – celle des communs de la nature comme substance de nos vies, celle de nos communs biogénétiques, de nos communs culturels (la "propriété intellectuelle"), et surtout la problématique des communs en tant qu'espace universel de l'humanité duquel nul ne devrait se voir exclu. C'est pourquoi, notre horizon doit rester communiste – non comme un idéal inaccessible, mais en tant qu'espace mental dans lequel nous évoluons. Est-ce impossible ? Notre réponse devrait inverser le paradoxe du fameux slogan : "soyons réaliste, demandons l'impossible". Aujourd'hui, la véritable utopie est de se convaincre que nous serons capables de résoudre nos problèmes par de modestes transformations du système existant. L'unique option réaliste consiste à accomplir ce qui semble impossible à l'intérieur de ce système. L'horizon communiste est peuplé des siècles de rébellions radicales d'inspiration égalitaire qui, de Spartacus à nos jours, ont échoué – oui, toutes ont été des causes perdues, mais, comme Chesterton l'a écrit dans *Le Monde comme il ne va pas*, "les causes perdues sont précisément celles qui auraient pu sauver le monde" ».

Slavoj Žižek, **"Pour défendre les causes perdues"**, Flammarion, 2012, 375 p., 26 €.

Nu parmi les fous, nouveau roman de Michel Prodeau

Cette aventure s'inscrit au cœur d'événements historiques qui ont marqué la Lozère au cours de la seconde guerre mondiale. Soucieux de contribuer au devoir de mémoire, l'auteur reste fidèle à la forme romanesque. Dans son récit se mêlent intimement faits et personnages réels et "héros" imaginaires. Puisant dans un fond de réalité, son livre est d'abord une fiction à suspense dans la courte période de mai à juin 1944 : un jeune homme gravement blessé, Nantais d'origine, est amené à l'hôpital de Saint-Alban. Résistant ? Milicien ? Si l'urgence est de le soigner, la vigilance demeure, d'autant qu'à son réveil il est plongé dans une amnésie profonde et durable. Alors que sous le gouvernement de Vichy, et avec sa complicité, 40.000 malades mentaux mourraient de faim, de froid et de manque de soins dans la plupart des asiles d'aliénés, un des rares à résister fut celui de Saint-Alban-sur-Limagnole en Lozère. Ses 500 pensionnaires furent sauvés, grâce à la détermination d'une équipe de médecins psychiatres, aliénistes d'avant-garde et résistants, notamment les docteurs Lucien Bonnafé, actif militant antifasciste et Francesco Tosquellas, libertaire espagnol condamné à mort par Franco. Des dizaines de maquisards blessés y furent soignés clandes-



tement, les mêlant aux "fous", tandis que de nombreux intellectuels pourchassés par les nazis trouvaient refuge en ces lieux : Paul Eluard, Raymond Queneau, Jean Marcenac, Georges Sadoul, Denise Glaser et bien d'autres, dont beaucoup de communistes issus du Surréalisme. Mais le plus important est bien l'œuvre d'humanisation des asiles d'aliénés impulsé avec audace par ces médecins-psychiatres, mouvement qui, après la guerre, prendra le nom de Psychothérapie institutionnelle. Selon son auteur, « ce livre n'a d'autre ambition, sous une forme accessible et plaisante s'efforçant d'être rigoureuse, que de contribuer au rappel nécessaire d'une époque qu'on se doit de ne pas oublier, et de rendre hommage à des hommes et des femmes qui, dans des circonstances difficiles voire dramatiques, n'ont jamais douté de la fraternité, de la solidarité, de l'espérance, de leur foi en l'être humain ». D'ou ce roman qui certes puise et s'inscrit dans le riche contexte de son époque historique dramatique, mais nous parle également d'aujourd'hui.

Michel Prodeau, **"Nu parmi les fous"**, 2012, 380 p., souscription : 18 € port compris (ensuite 22 €), à commander chez l'auteur : le bourg, 48150 LE ROZIER. Mail : prodeau.michel@wanadoo.fr

50 % Le PIB des grandes villes, étude inédite publiée en janvier 2012 par l'AMGVF, l'Association des Maires de Grandes Villes de France, en partenariat avec la Caisse d'Épargne, montre que les grandes villes assurent plus de 50 % du PIB français.

« Il est nécessaire de réaffirmer que seuls des transports publics sont garants de qualité, de sécurité et d'accessibilité à tous. » déclarait Laurence Cohen, Sénatrice et administratrice du STIF, qui était une des intervenantes d'une formation récente. C'est ainsi qu'elle constatait que « Les transports en Ile-de-France souffrent d'un vieillissement et d'une saturation du réseau, liée à un manque d'investissement et d'anticipation de la part de l'Etat pendant des années. »

Au cœur des collectivités

7

Marc Justy –Maire Honoraire de St Joachim– Président de l'ADECRA 44

Dès maintenant engageons l'abrogation de la réforme territoriale !

Au lendemain de la défaite de Nicolas Sarkozy et de la nomination d'un gouvernement avec à sa tête Jean Marc Ayrault, les élus communistes et républicains de Loire-Atlantique tiennent à rappeler l'urgence de certains dossiers, dont celui de la réforme territoriale, dont le nouveau Président de la République a dit qu'il en ferait une priorité du nouveau gouvernement. Le premier ministre a pris position publiquement contre la réforme territoriale à plusieurs reprises, domaine que, comme élu municipal et Maire d'une grande ville depuis 1989, celui-ci connaît particulièrement bien

Lors du congrès national des Elus Communistes et Républicains d'octobre 2010 qui s'était déroulé à Nantes, Jean Marc Ayrault s'était adressé aux congressistes en disant notamment : « Il est évident que si, en 2012, la gauche est à la tête du pays, il faudra abroger et revoir de fond en comble cette réforme des collectivités territoriales pour bâtir un nouveau contrat entre l'Etat et les collectivités locales ». Aujourd'hui, alors que celui-ci est devenu premier ministre vous détenez à votre disposition les leviers pour abroger très rapidement cette réforme et mettre en chantier, en concertation avec l'ensemble des élus, une nouvelle réforme territoriale dont la finalité serait avant tout de répondre aux besoins des populations en développant les services publics de proximité.

Comme l'ont confirmé de nombreuses prises de positions d'associations d'élus, votes de conseils municipaux ou encore le résultat des élections sénatoriales, cette réforme territoriale est rejetée par une très grande majorité d'élus. En effet, inutile de rappeler qu'elle constitue un recul pour les collectivités avec la quasi suppression des Départements, « leur évaporation » disait Edouard Balladur, et des communes vidées de leurs compétences, voyant leur existence même réduite à sa plus simple expression avec une réduction importante notamment de la clause de compétence générale.

Par ailleurs, les communistes tiennent à souligner que la mise en place d'un conseiller territorial constitue un recul de la démocratie en éloignant encore un peu plus les populations des centres de décisions. De plus, l'ensemble

des collectivités, de la commune à la région, se trouvent asphyxiées financièrement par les multiples désengagements de l'état, et par la réduction de leurs recettes. C'est dans ce contexte que la refonte du fonctionnement des institutions locales doit s'inscrire aussi dans une réforme

de la fiscalité autour notamment des mesures fiscales comme la mise en place d'un impôt territorial des entreprises. Plus généralement ces dispositions doivent faire partie d'un ensemble de mesures financières comme la mise en place, dans le cadre d'un pôle bancaire et financier public, d'une banque publique de financement des collectivités territoriales. Pour cela, la mise en place d'un collectif budgétaire dont la question des finances locales serait un élément fort, structurant, nous semble très important et surtout très urgent.

Étant donné les difficultés rencontrées par les élus locaux, les élus de terrain, pour répondre aux aspirations des populations, il semble donc plus que jamais nécessaire d'engager ce grand chantier.



En bref

Décentralisation : pour une reconnaissance des villes en matière de développement économique

L'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) déclare dans un communiqué récent que : « Dans son discours d'investiture, le Président de la République a annoncé qu'il entendait revivifier la démocratie locale « par un nouvel acte de la décentralisation susceptible de donner des libertés nouvelles pour le développement de nos territoires ». L'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF) adhère pleinement à cette ambition et souhaite compter dans sa concrétisation et sa mise en œuvre, notamment en matière de développement économique. Au cours des futurs débats, elle entend faire reconnaître pleinement le rôle des grandes villes, lieu d'innovation et des idées créatrices, dans la croissance française comme en témoigne une récente étude de l'AMGVF. Cette relation entre urbanisation et développement économique sera au cœur des débats de la douzième édition de la Conférence des Villes organisée par l'AMGVF le 19 septembre dans les salons de l'Hôtel de ville de Paris sur le thème « Croissance et grandes villes : l'heure de vérité ». A l'heure d'un nouvel acte de décentralisation, en vue notamment de relancer la croissance, les maires de grandes villes proposeront un nouveau dialogue avec les régions et l'Etat, afin de construire une stratégie territoriale commune ».

La région Pays de la Loire à Rio+20 : entre amertume et enthousiasme.

La délégation ligérienne composée de nombreux jeunes, notamment lycéen s'est rendu au sommet de l'ONU sur le développement durable qui s'est ouvert mercredi 20 juin à Rio de Janeiro. À quelques heures de l'intervention de François Hollande devant tous les délégués des Nations Unies, celle-ci a pu mesurer la difficulté qu'il y a à obtenir un accord entre pays riches et pays pauvres, pays du Nord ou du Sud, pays européens et américains... Tous ne veulent pas faire les mêmes efforts. La région représentée par son président s'est cependant félicitée de certains éléments du texte "tous les points clefs, énergie, économie durable, transports, urbanisation, éducation, ont été abordés. Si peu de décisions sont actées, un calendrier est proposé. Regardons cet aspect positif". Mais surtout, la méthode change et les pouvoirs locaux vont devenir directement partie prenante des négociations à venir. "Il s'agit là de l'aboutissement d'un travail de conviction entrepris auprès des États depuis Rio 1992 et Johannesburg en 2002. Notre objectif n'est pas de participer pour participer, mais bien d'être partout utiles. Le développement durable repose certes sur des intentions affichées par les États, mais surtout sur l'action des collectivités, des citoyens, des associations, sans oublier les entreprises, grandes ou petites.

Saint-Herblain

Protection sociale des fonctionnaires.



Lors du conseil municipal de St Herblain du 25 juin le groupe communiste s'est exprimé sur la participation de la commune à la protection sociale des fonctionnaires. En effet la ville a adopté une délibération dans le cadre d'un décret relatif à la participation des collectivités territoriales et de

leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents. C'est ainsi que la ville décide d'accorder une participation au bénéfice des agents pour la couverture des risques « santé » et « prévoyance ».

Ce choix intervient alors que certaines enquêtes citent le chiffre de 50% des Français qui renonceraient à des soins de natures diverses. Prenons un exemple : le dépassement d'honoraire moyen est passé de 25 % en 1990 à 54 % en 2000, et certainement davantage aujourd'hui : le problème n'est donc plus marginal, comme il l'était autrefois. Les politiques de droite de ces dernières années n'ayant fait qu'accroître les inégalités dans ce domaine. Alors que la crise est globale, financière, économique, sociale, climatique, alimentaire, démocratique et politique, l'on voit bien les désastres de la pensée qui dit que rien ne doit échapper à la logique du profit et de la finance. Le groupe communiste s'est donc félicité de la politique de la commune en ce domaine qui, après la prime de pénibilité, qui vient reconnaître la difficulté de certains métiers, permet cette aide bienvenue pour les agents qui participera de fait à une amélioration de leur accès aux soins.

Rezé

Pour une vraie politique du Handicap.

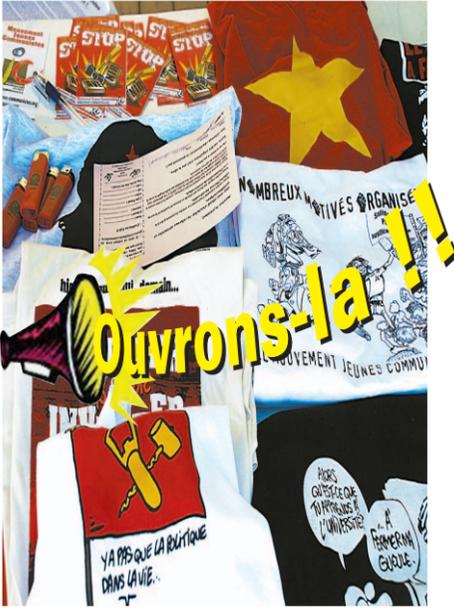


Pour les élus communistes de rezé qui ont eu l'occasion de s'exprimer récemment sur la politique communale dans le domaine du handicap, les situations des personnes en situation de handicap est un sujet de société qui ne concerne pas qu'une partie de la population mais qui sert à tous. Pour Mireille Pernot, élue communiste « En quelques années, Rezé est en train de se forger une véritable politique du handicap. Après avoir voté en septembre 2010 l'institution d'un abattement à la base de 10% de la taxe d'habitation pour personnes handicapées à notre initiative; la reprise de la commission accessibilité et le demi poste dédié au handicap ont donné un nouvel élan. La première édition d'Antibémol fut aussi un temps fort pour l'accessibilité et la sensibilisation des personnels, des citoyens et des élus. »

Que ce soit en matière de voirie, de transports en commun, des ERP ou des logements les exigences des élu-e-s sont ambitieuses même si il reste beaucoup à faire au yeux du groupe. Autre domaine majeur : la situation de l'emploi des travailleurs handicapés qui s'est améliorée dans la fonction publique territoriale dont le taux d'emploi dans les communes était en moyenne de 5,5% en janvier 2010. A Rezé, cette préoccupation est au cœur du recrutement et les objectifs fixés permettent d'envisager d'atteindre les 6% de la loi en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés qui date de juillet 1987, d'ici à la fin du mandat municipal.

Ouvrons-là

Le changement est à conquérir, luttons pour notre avenir !
Par Robin SALEROIX



Après cette séquence politique intense, pour la première fois depuis 10 longues années, la gauche est majoritaire à l'Assemblée Nationale. Les jeunes communistes de Loire-Atlantique sont fiers d'avoir œuvré à cette victoire et se feront partout, par leur activité et leur parole, les fervents artisans d'une politique réellement émancipatrice pour la jeunesse de France. Après une décennie de politiques au service des plus riches, des grands patrons et des actionnaires dans le seul objectif de garantir les marges de profits un nouvel horizon peut enfin espérer s'ouvrir.

La nouvelle majorité qui prend place doit être pleinement consciente des attentes qui se sont exprimées dans le vote, mais aussi de la colère et des frustrations qui s'ancrent dans l'abstention. A l'heure où l'emprise de la finance et des marchés financiers étend partout son emprise, et où notre pays, l'Europe et le monde se trouvent au carrefour de choix cruciaux, nous allons occuper le terrain et démultiplier nos initiatives sur les lieux de vie des jeunes, durant l'été notamment.

L'espoir suscité par ce changement de majorité ne peut être déçu, nous devons répondre aux attentes populaires. Pour réussir il faudra reprendre le pouvoir sur nos vies, sur nos formations, sur le travail et sur les services publics. C'est tout le sens de notre grande bataille pour l'avenir et un statut de la jeunesse. Faire le choix de l'émancipation des jeunes, par l'accès réel au logement, à l'emploi, aux études, à la santé et aux transports c'est assumer le choix d'une société qui permet à chacun de prendre en main son avenir et s'attaquer aux logiques capitalistes profondes qui font le lit de la précarité, de l'exploitation et de la division. Luttons sans attendre pour notre avenir !



En bref

Université d'été du PCF et rencontres du Front de gauche

Rendez-vous annuel d'été désormais traditionnel, les universités d'été du PCF vont se dérouler le week end des 31 août, 1er et 2 septembre prochains au Karellis, station de sports d'hiver du département de la Savoie.



Moment studieux d'échanges et d'élaboration d'idées, les universités d'été du PCF vont être marquées par les changements politiques qui font suite aux séquences électorales de 2012, campagnes du Front de gauche pour les élections présidentielles et législatives, victoire de François HOLLANDE et nouvelle majorité parlementaire. Cette université d'été sera précédée des rencontres du



Front de gauche, les 25 et 26 août à Grenoble. Les programmes de ces 2 temps forts politiques ne sont pas encore connus mais devraient engager les campagnes de la rentrée politique. 3 mois après avoir tourné la page du sarkozysme,

les militant(e)s pourront réfléchir à moyens et aux initiatives à déployer pour réussir le changement et faire reculer la droite et l'extrême droite.

Sans plus attendre pour des raisons de disponibilités de places, tous les communistes et leurs sympathisants peuvent y participer en s'inscrivant auprès d'un responsable local du Parti communiste français. Les transports, l'hébergement et la restauration seront organisés

L'écho des sections



La prochaine fête de l'Humanité se tiendra les 14, 15 et 16 septembre. Evénement politique et culture majeur en France, « la fête de l'Huma » va selon Patrick LE HYARIC « contribuer à la dynamique populaire, sociale et culturelle indispensable pour créer les conditions permettant au nouveau pouvoir de résister aux multiples pressions de la droite, de l'extrême droite, du monde de la finance, des institutions euro-

péennes qui redoublent d'efforts pour accentuer l'austérité sur les peuples ».

Comme chaque année la fête, sera aussi celle de la solidarité internationale, de la liberté des peuples et de leur émancipation, 50 ans après l'indépendance de l'Algérie et les luttes pour la décolonisation européenne en Afrique et ailleurs.

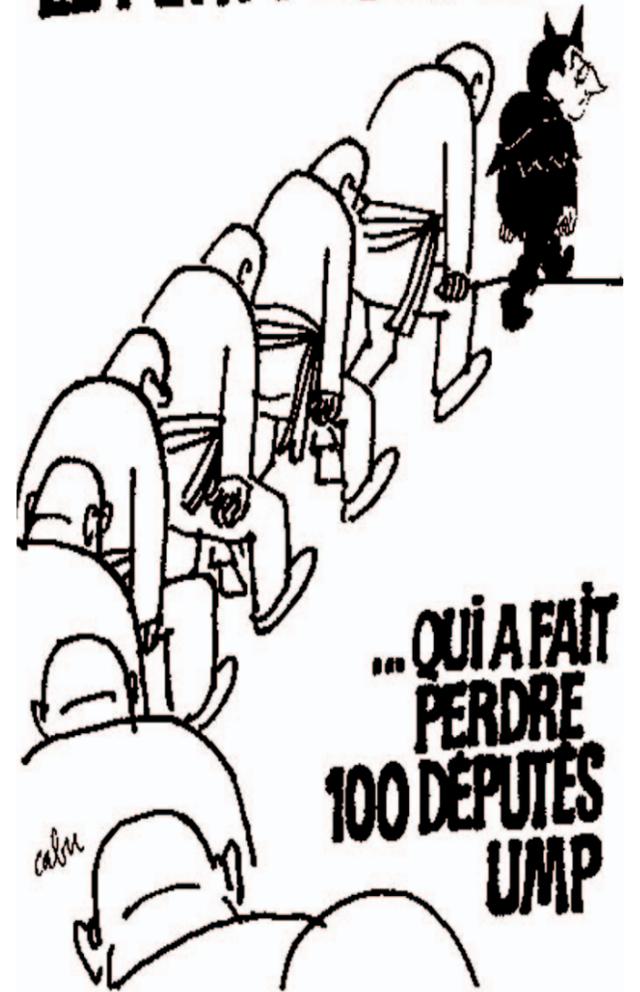
Débats, conférences, expositions, spectacles et concerts avec entre autres PATTI SMITH, PETE DOHERTY, BENABAR, HUBERT FELIX THIEFAINE... Encore une grande fête se prépare !

La fédération du PCF de Loire-Atlantique aura son stand et commence à préparer sa participation avec les militant(e)s qui chaque année se déplacent nombreux pour la faire fonctionner.

La diffusion de la vignette et du bon de soutien au prix de 20 euros va commencer. Elle seront un moyen pour l'Humanité de faire face à ses besoins financiers.

Vite lu...

LE PETIT POUCKET...



« Nouvelles de Loire Atlantique »
 Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
 Commission paritaire : N° 0315 P 11519
 Imprimerie : IMPRAM Lannion
 Composition : Publihebdos Locminé
 Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
 Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
 e-mail : redac.nla@orange.fr
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
 Marie-Annick BENÂTRE
 Pedro MAIA
 Jean-Yves MARTIN
 Mireille PERNOT
 Robin SALECROIX
 André MAURICE



L'agenda

28 et 29 juin : sommet européen.

3 et 4 juillet : discours de politique générale par le premier ministre devant le Parlement.

Mi-juillet : conférence sociale

entre le gouvernement, les syndicats de salariés et les syndicats patronaux.

25 et 26 août : rencontres du Front de gauche à Grenoble.

31 août, 1er et 2 septembre : Université d'été du PCF aux Karellis.

14, 15 et 16 septembre : Fête de l'Humanité.